

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 173, 27 janvier 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Aménagement du territoire

• Mission de réflexion sur l'aménagement du territoire.

Contribution de l'Unadel. Décembre 2015. 11 p. @

Claudy Lebreton a été chargé par le Premier Ministre de réaliser une mission d'étude sur « l'aménagement du territoire en France : refondre les relations entre l'Etat et les collectivités locales » (*Lettre de mission du 4 juin 2015*).

Le présent document constitue la contribution de l'Unadel dans le cadre de cette mission.

Associations

• Trente ans de vie associative.

Insee ; Carine Burricand ; François Gleizes. Insee Première, n° 1580, janvier 2016. 4 p. @

En 2013, plus de quatre personnes sur dix âgées de 16 ans au moins sont membres d'une association. Le taux d'adhésion est relativement stable depuis 30 ans. Les associations culturelles et sportives attirent toujours le plus grand nombre d'adhérents et la participation des seniors à ces types d'activités ne cesse de progresser. Adhérer reste plus fréquent parmi les personnes les plus diplômées et les plus aisées.

Culture

• La culture pour tous. Des solutions pour la démocratisation ?

Fondation Jean Jaurès ; Jean-Michel Tobelem. Janvier 2016. 63 p. @

L'essai de Jean-Michel Tobelem relance la réflexion sur la démocratisation de l'accès aux institutions culturelles en France. Qui composent aujourd'hui leur public ? Quand 2 à 3 % seulement d'ouvriers fréquentent les musées, lieux laissés ainsi libres aux seuls « habitués de la culture », comment rétablir de l'égalité ? Comment améliorer la capacité des institutions culturelles à accueillir un public à la sociologie diversifiée ? L'auteur s'attache à montrer les limites des moyens politiques existants et à indiquer des pistes de réflexion afin d'agir plus efficacement pour la démocratisation de l'accès aux lieux de culture.

Développement économique

• Lever les freins à l'entreprenariat individuel.

Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) ; Catherine Barbaroux ; Laurent Moquin. 2016. 70 p. + Annexes. @

Ce rapport formule trois grandes catégories d'actions : faciliter l'engagement entrepreneurial, libérer les initiatives entrepreneuriales et sécuriser davantage les projets d'entreprise individuelle.

Développement territorial

• Propositions pour la création d'une agence nationale pour le développement économique des territoires. Rapport au Premier ministre.

Marie-Guite Dufay ; Julien Rencki ; Aberzak Sifer. 2015. 80 p. @

L'agence nationale de développement des territoires, France Entrepreneur, avait été annoncée par François Hollande en février 2015. Cette agence est destinée à favoriser la création d'entreprises dans les territoires "fragiles", quartiers prioritaires de la politique de la ville, zones de revitalisation rurales et l'outre-mer. L'agence a pour mission de favoriser la création d'entreprises plus pérennes et créatrices d'emploi et d'innover au service des territoires fragiles.

• Fronts et frontières des sciences du territoire.

Colloque International du 27-28 mars 2014.

CIST. Vidéos et résumés des communications désormais en ligne. @

Les territoires sont à la fois une construction sociale et une matérialité observée par différents champs disciplinaires. Cette interdisciplinarité large constitue un front pionnier difficile mais nécessaire. Une autre frontière à dépasser est celle qui, trop souvent, éloigne les chercheurs des acteurs du développement territorial.

Education

• Les jeunes sans diplôme sont inégalement répartis sur le territoire.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Marie-Laurence Jaspard.

Note d'information, n° 46, décembre 2015. @

Les jeunes de 16 à 25 ans qui quittent le système éducatif sans obtenir de diplôme supérieur ou brevet représentent 10,5 % de cette tranche d'âge en 2011. Loin d'être uniforme sur le territoire, leur situation est en partie liée au contexte économique et social local. Elle tend toutefois à s'améliorer : en cinq ans, la proportion de jeunes sans diplôme baisse de 0,6 point et la dispersion entre les départements diminue légèrement.

Emploi - Insertion

• L'emploi des jeunes diplômés de niveau BAC +5 et plus résidant dans les quartiers prioritaires.

APEC.

Les études de l'emploi cadre, n° 81, déc. 2015. 16 p. @

Les jeunes diplômés des quartiers prioritaires, tels que définis par la politique de la ville, présentent-ils un profil particulier ? Leurs chances d'accès à l'emploi, et plus particulièrement à un poste cadre, sont-elles ou non identiques à celles des autres diplômés de niveau équivalent ? Leurs conditions d'emploi sont-elles comparables ? Pour répondre à ces questions, l'Apec a analysé sous l'angle du lieu de résidence les données issues de son enquête annuelle d'insertion.

• Les dispositifs et les crédits mobilisés en faveur des jeunes sortis sans qualification du système scolaire.

Cour des comptes ; janvier 2016. 191 p.

L'absence de qualification reste un déterminant majeur des difficultés d'accès au marché du travail. Cette situation justifie la poursuite de politiques actives en faveur des jeunes sans qualification, auxquelles ont été fixées récemment de nouvelles ambitions. La première est la garantie européenne pour la jeunesse, adoptée en 2013. La seconde est l'affirmation par la loi du principe d'un « droit au retour » en formation pour tous les jeunes.

Le bien-être territorial en France : de la mesure à l'action, pour une société plus durable.

Actes du Colloque du 20 fév. 2015.

Commissariat général au développement durable (CGDD).
B. Pachod, E. Laurent,
P.-J. Lorens, S. Fournis, P. Senna.
Études et documents
janvier 2016, 54 p. @

• Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ?

Aeberhardt Romain ; Rathelot Roland ; Safi Mirna.
Population, 3/2015 (Vol. 70). pp. 599-635.

La localisation géographique des populations issues de l'immigration et leur ségrégation dans les zones les plus défavorisées sont souvent avancées pour expliquer leurs moindres performances scolaires et leur position défavorable sur le marché du travail. Dans cet article, l'auteur cherche à déterminer si la réussite éducative et l'insertion dans l'emploi de jeunes dont au moins un parent est né en Afrique du Nord, Afrique subsaharienne ou au Proche et Moyen-Orient sont semblables à celles de jeunes dont les parents ne sont pas immigrés, à caractéristiques sociodémographiques et à lieu de résidence identiques.

• Les débuts de carrière des jeunes issus de l'immigration.

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) ; Yaël Brinbaum ; Sabina Issehnane.
Bref, n° 341, 2015, 4 p. @

Les jeunes issus de l'immigration maghrébine ont plus de difficultés pour accéder à l'emploi que les Français d'origine. Une fois qu'ils y parviennent, ils occupent des emplois de moins bonne qualité et semblent pâtir d'une pénalité liée à leurs origines qui, aggravée par la crise économique, ne s'atténue pas avec le temps.

Grand Paris

• La progression du Grand Paris.

Bilan d'avancement des mesures en date du 31 décembre 2015.

Préfecture de la région Ile-de-France. 36 p. @

Ce document présente un bilan des mesures relatives au Grand Paris et décidées lors des trois comités interministériels consacrés en 2014 et 2015.

Innovation

• Quinze ans de politiques d'innovation en France. Rapport de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation.

France Stratégie ; J. Pisani-Ferry ; M. Harfi ; R. Lallement. 2016. 116 p.

Ce rapport est la première production de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation. Fruit d'un travail d'enquête original, il fournit un constat et en tire une série de questions sur les priorités et l'organisation du système français de soutien à l'innovation. Il s'organise en cinq chapitres. Le premier rappelle la raison d'être des politiques d'innovation. Le deuxième présente l'évolution d'ensemble des politiques conduites à l'échelon national. Le troisième expose les grands objectifs poursuivis par le truchement de ces politiques et les moyens affectés à chacun d'entre eux. Le quatrième porte sur les politiques des régions. Le cinquième formule sur la base de ces analyses un certain nombre d'observations.

Mobilité - Transports

• Urbanisme et mobilité.

Cgedd ; B. Farèniaux ; H. de Tréglodé ; R. Marquès ; P. Schmit ; P. Toulouse.

Janvier 2016. 117 p. (« Rapport n° 009796-01 ») @

Après des décennies de règne sans partage de la voiture, le développement durable exige de prendre en compte les formes de mobilité et tous les modes de déplacement pour favoriser une ville compacte et sobre en énergie grâce à des quartiers reliés par une bonne desserte en transports en commun. Il faut aussi permettre le développement des nouveaux modes de déplacement : covoiturage, autopartage... Un infléchissement a lieu dans les grandes agglomérations : la part de la voiture y diminue au profit des transports collectifs et des modes actifs de déplacement. Mais

de marges de progrès subsistent dans le périurbain et les agglomérations de petite taille.

• De la planification des transports au management de la mobilité.

Nicolas Portier ; Olivier Crépin ; Denis Dowui et al.
Intercommunalités, n° 205, décembre 2015. pp. 10-21.

Dans un contexte financier inédit, les autorités organisatrices de transport revoient leurs priorités et optimisent leurs réseaux. Mais pour être efficaces, ces restructurations doivent résulter d'une véritable stratégie territoriale, conduite en amont et fondée sur une meilleure cohérence urbanisme-transport.

• Usages novateurs de la voiture et nouvelles mobilités.

Commissariat général au développement durable (CGDD) ; Direction générale des entreprises (DGE) ; Pôle interministériel de Prospective et d'Anticipation des Mutations économiques (PIPAME).

Janvier 2016. 270 p. Rapport, Annexes et synthèse. @

De nouveaux usages de la voiture se développent (autopartage, covoiturage...), fondés sur l'utilisation plutôt que sur la propriété du véhicule. Portés par les technologies du numérique, ces nouveaux services sont susceptibles de transformer profondément les pratiques de mobilité, tout en modifiant les rapports entre les acteurs qui contribuent à les mettre en œuvre.

Politique de la ville

• Le « problème des banlieues » après la désillusion de la rénovation.

Renaud Epstein.

Métropolitiques, 18 janvier 2016. 6 p. @

Voilà bientôt un demi-siècle que les politiques de la ville tentent de répondre au « problème des banlieues ». Cette politique repose toutefois sur des approches distinctes et concurrentes : or, si la rénovation urbaine semblait y avoir apporté une clarification, la synthèse qui se dessine actuellement apporte un constat nuancé.

• Les quartiers parisiens de la politique de la ville – Principales données de l'observatoire des quartiers prioritaires / Contrat de ville 2015-2020.

Apur. Janvier 2016. 112 p. @

Ce document rassemble des fiches descriptives des nouveaux quartiers parisiens de la politique de la ville. De nombreuses données sociales, économiques et urbaines sont proposées par le biais de cartes, d'indicateurs statistiques et de graphiques.

Population

• Où vivent les familles en France ?

Insee ; Guillemette Buisson ; Liliane Lincot.

Insee Première, n° 1582, janvier 2016. 4 p. @

En 2012, 8 millions de familles avec au moins un enfant mineur vivent en France, dont 6,7 millions dans l'espace des grandes aires urbaines, soit huit familles sur dix. Au sein des grandes aires urbaines, la proportion de familles avec enfants mineurs augmente au fur et à mesure que l'on s'éloigne des villes-centres. Les villes-centres, les communes du nord et du sud de la France ainsi que les départements d'outre-mer sont les territoires qui comptent davantage de familles dont les parents sont sans emploi et où se concentre la pauvreté.

• La diagonale se vide ? Analyse spatiale exploratoire des décroissances démographiques en France métropolitaine depuis 50 ans.

Sébastien Oliveau ; Yoann Doignon

Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 763, mis en ligne le 20 janvier 2016. @

Cet article décrypte les résultats des derniers recensements français et analyse les distorsions qui perdurent entre espace et population en termes de dynamiques de peuplement. Une

exploration détaillée de plusieurs niveaux géographiques (du département à la commune) montre des espaces dont les dynamiques démographiques s'opposent.

Prospective

• Gouverner les institutions par le futur : usages de la prospective et construction des régions et des métropoles en France (1955-2015).

Nicolas Rio.

Thèse de doctorat de science politique.

Université Lumière - Lyon 2, 2015. 503 p. @

À quoi sert la prospective ? Telle est la question de cette recherche sur les usages du futur par les régions et les métropoles en France depuis 1955. À quel moment la prospective est-elle mobilisée, par qui et selon quelles modalités ? En comparant seize démarches menées sur quatre territoires (Nantes, Lyon, Pays de la Loire et Rhône-Alpes), la thèse démontre que la prospective est moins utilisée pour agir sur le long terme que pour gouverner les institutions.

Réforme de l'Etat

• Où va le management public ? Réforme de l'Etat et gestion de l'emploi public.

Terra Nova ; M. Bacache-Beauvallet.

2016. 59 p. (« Positions »). @

L'auteur dresse un état des lieux des conceptions théoriques et des interrogations auxquelles chercheurs et décideurs sont désormais confrontés dans les domaines de l'évaluation des politiques publiques, de la gestion de l'emploi public et de la définition des frontières de l'Etat.

Urbain

• Villes de France : en pleine recomposition.

Jean-Marc Zaninetti.

Population & Avenir, n° 726, janvier-février 2016. pp. 4-7.

Parmi les réformes territoriales que la France additionne, l'une divise le territoire métropolitain en deux : les quatorze métropoles administratives et les autres. Cette dualité est-elle justifiée ? En étudiant trente ans d'évolution des villes en France, cinq catégories se distinguent, mettant en évidence de multiples recompositions urbaines.

• Expertise de la politique de soutien des innovations dans les services urbains.

CGEDD ; J-J. Kegelart ; G. Lamy ; C. Levy (coordonnateur).

2015. 100 p. (« Rapport n°010171-01 ») @

Les auteurs de ce rapport rappellent la place des services urbains comme leviers essentiels face aux enjeux de l'économie circulaire et aux défis du numérique. Dans cette optique, ils dressent une typologie des principales innovations dans ce secteur et illustrent son poids économique croissant, pour analyser enfin les évolutions en cours du côté de ses acteurs.

Union européenne

• Quelles expertises urbaines pour une Europe des villes ?

Le réseau Eurocities et ses experts.

Sarah Russeil ; Aisling Healy.

Politique européenne, n° 49, 3/2015. pp. 54-83. @

Depuis la fin des années 1980, le réseau de villes Eurocities s'appuie sur une série d'expertises pour se constituer comme réseau, se positionner comme un interlocuteur des institutions européennes sur les questions urbaines, et participer à la construction de programmes d'action européens dédiés aux villes.

• Le tournant métropolitain en Pologne.

Robert Pyka.

Métropolitiques, 13 janvier 2016. 5 p. @

La Pologne a engagé des réformes administratives en adoptant la loi sur les communautés métropolitaines qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. Elle rejoint ainsi les pays comme la France dans lesquels des espaces métropolitains sont dotés d'un régime urbain particulier. Si la loi ne prévoit pas de calendrier précis concernant la création des communautés métropolitaines, les premières « métropoles » polonaises issues de l'initiative locale devraient voir le jour en 2017.

Focus
Territoire

L'expérience métropolitaine lyonnaise

FNAU

Editions Alternatives, 2015.

(Collection « Points Fnau » 143 p.



Cet ouvrage collectif porte un regard dynamique sur le long processus de métropolisation de ce vaste territoire.

À travers son histoire et son identité, les différentes étapes de planification et de gouvernance, l'aire métropolitaine lyonnaise n'a de cesse de se remettre en question face aux nouveaux défis et aux nouvelles transitions auxquels elle est confrontée.

Ouvrage en prêt à la Documentation

Actualité législative et parlementaire

- Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. @
- Circulaire Premier ministre du 15 janvier 2016 relative au soutien public à l'investissement local. @
- Instruction du 18 janvier 2016 relative à l'interprétation facilitatrice des normes applicables aux collectivités territoriales et à l'accompagnement des élus pour leur mise en œuvre. @
- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 3412, 19 janvier 2016 créant des zones de revitalisation commerciale. @
- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 3397, 14 janvier 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée. @

Outils

• France urbaine ouvre son site internet. @

A l'occasion de la présentation des vœux le 13 janvier 2016, France urbaine a lancé son site internet. Un nouvel outil pensé pour une navigation simplifiée et adaptée aux usages actuels.

• Observatoire des intercommunalités franciliennes. @

L'application cartographique de l'observatoire de l'intercommunalité présente les grandes données institutionnelles et fiscales des territoires issus de la refonte de la carte intercommunale entrée en vigueur au 1er janvier 2016. Cette application permet de décrypter les actions et modes d'intervention propres à cet échelon central de mise en œuvre des politiques publiques. Les informations, mises à jour quotidiennement, sont organisées en trois onglets : présentation et historique de l'intercommunalité interrogée (avec un lien pour télécharger une fiche détaillée en PDF), les compétences intercommunales exercées, les données fiscales moyennes propres à l'intercommunalité avec une comparaison périurbaine et régionale.